

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1915.

Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CAUWENBERGH.

MESSIEURS,

La proposition de loi dont l'impression a été autorisée en séance du 6 décembre 1912, signée par M. De Ponthière et consorts, est la reproduction d'un projet de loi déposé le 12 mars 1907 par M. Francotte, Ministre de l'Industrie et du Travail.

Elle tend à prohiber la combinaison « des extra », c'est-à-dire le recours, le dimanche, à un personnel spécial que le chef d'entreprise n'occuperait en semaine d'aucune façon.

Elle ne se différencie de ce projet que par cette seule disposition qu'elle limite au troisième degré la faculté pour le chef d'entreprise d'employer au travail le dimanche les membres de sa famille habitant avec lui.

Le projet déposé par M. Francotte a fait l'objet d'un rapport daté du 19 juillet 1907, concluant à son adoption.

Les conclusions du rapport ne sont pas venues en discussion et le projet est devenu caduc par suite de la dissolution de la Chambre prononcée au cours de l'année 1912.

La Chambre a renvoyé la nouvelle proposition à l'examen d'une Commission spéciale, au nom de laquelle nous avons l'honneur de faire rapport.

La loi du 17 juillet 1905 interdit « d'employer au travail plus de six jours par semaine, des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui et des domestiques ou gens de la maison.

« Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

(1) Proposition de loi, n° 51 (session de 1912-1915).

(2) La Commission, présidée par M. Van Cauwenbergh, était composée de MM. Gilès de Pelichy, Mabilie, Pastur, Poncelet, Vandervelde, Vandewalle.

« Le jour du repos hebdomadaire est le dimanche. »

En fixant le jour du repos au dimanche, le législateur a voulu consacrer un usage généralement admis; pour que la surveillance soit efficace, il a jugé que le jour du repos devait être le même pour tous; toutes les propositions tendant à laisser le choix de ce jour aux patrons et aux ouvriers ont été rejetées, en grande partie pour le motif que l'exécution de la loi ne pourrait être efficacement assurée dans de telles conditions.

Le législateur, en interdisant d'employer les ouvriers au travail plus de six jours par semaine, a voulu leur garantir le repos du septième jour.

Il n'a jamais entendu autoriser les patrons à s'arranger de façon à amener les ouvriers à devoir travailler sept jours par semaine, cinq ou six jours pour un patron, un ou deux jours pour un autre patron, de manière à les priver complètement de tout repos.

Il y aurait là une fraude à la loi, et son action bienfaisante serait annihilée si une pratique contraire devait rester à l'abri de la répression.

La fraude se pratique. Dans certains grands magasins les patrons engagent pour le dimanche, sous le nom d'« extra », un personnel spécial.

Cette combinaison pourrait être étendue à d'autres industries, à d'autres entreprises.

L'interpellation qui a eu lieu en séance de la Chambre du 5 mars 1907 a donné lieu à un débat intéressant.

D'une part on a soutenu que le texte de la loi était suffisant pour réprimer la fraude. L'article 2 fixe le jour du repos au dimanche, l'article 7 prévoit des exceptions et des atténuations à cette règle.

Ces dispositions exceptionnelles ont fait l'objet de longues discussions avant le vote de la loi.

Elles n'auraient pas eu l'importance que, de toutes parts, on y a attaché si, au moyen de la combinaison des « extra » les patrons parvenaient aussi facilement à agir comme si la loi n'existait pas.

Mais, à une demande d'instructions faite par les inspecteurs du travail, le Gouvernement a répondu que le texte de la loi ne défendait pas en termes exprès d'employer au travail, le dimanche, des ouvriers autres que ceux ayant travaillé six jours pour le patron.

Après cette consultation, la poursuite devant les tribunaux devenait difficile : l'interprétation donnée par le Ministre compétent, tout en ne liant en aucune façon les tribunaux, a cependant une autorité très grande et constitue un obstacle sérieux à l'introduction de l'action publique.

Les honorables membres visent dans leur proposition de loi un nouvel abus auquel il convient de parer.

La loi interdit d'employer au travail plus de six jours par semaine, « des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui ».

Nous n'avons pu nous procurer des renseignements précis concernant l'importance des abus auxquels a pu donner lieu l'exemption « des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise ».

Ces termes « membres de la famille » peuvent s'entendre dans un sens

très large; certains commentateurs rangent sous cette appellation tous les parents légaux définis par l'article 755 du Code civil, c'est-à-dire les parenté jusqu'au douzième degré.

Cette interprétation n'est pas à l'abri de la critique mais, à la connaissance du Gouvernement, le cas n'a pas encore été tranché par les tribunaux.

Le service de l'Inspection du travail a constaté que la vérification des parentés éloignées, fréquemment alléguées par les chefs d'entreprise pour justifier le bénéfice de l'exemption est pratiquement impossible.

Dans ces conditions, il est nécessaire de déterminer par un texte précis de la loi jusqu'à quel degré de parenté s'étend l'exemption. Ce degré doit être proche, sinon toute vérification est entourée de telles difficultés et de preuves à fournir à ce point compliquées, que la constatation de la contravention doit être tenue pour pratiquement impossible.

La proposition des honorables membres limite à bon droit l'exemption au troisième degré, c'est-à-dire au degré d'oncle ou tante à neveu ou nièce.

La loi ayant pour but d'assurer un jour de repos à tous les ouvriers, doit régler les situations ordinaires; or, dans la généralité des cas, les ouvriers sont attachés à une entreprise et travaillent six jours par semaine pour compte du chef d'entreprise.

En édictant qu'il est interdit d'employer au travail le dimanche des personnes autres que les membres de la famille ou les domestiques du chef d'entreprise, on assure virtuellement et efficacement aux ouvriers le repos du septième jour.

La raison juridique de la loi était explicitement énoncée dans le texte ancien, elle ne l'est plus dans le texte nouveau. Cela peut être regrettable, mais il importe de bien affirmer que la nouvelle rédaction n'a pas pour but de changer le motif qui a fait édicter la loi. Le changement de rédaction a uniquement pour but de mettre le texte mieux en harmonie avec la pensée qui a guidé le législateur, et d'empêcher la fraude.

La Commission a pensé que le texte nouveau répondait au vœu de ceux qui veulent que le repos du septième jour soit respecté pour les ouvriers et les employés; elle a l'honneur de proposer à la Chambre de vouloir bien l'adopter.

Des réclamations ont été adressées à la Commission par des commerçants établis dans des centres ouvriers. Ils disent que les ouvriers occupés six jours par semaine n'ont d'autre temps libre que le dimanche pour faire leurs achats. La Commission n'a pas cru pouvoir remettre en question un point tranché par la loi sur le repos du dimanche et auquel on avait eu égard dans une certaine mesure pour le règlement des exemptions.

Le rapport est adopté par six voix et une abstention. Un membre déclare avoir émis un vote affirmatif tout en pensant que la solution ne sera tout à fait satisfaisante que du moment où la semaine anglaise sera entrée dans les mœurs et consacrée par la législation.

Le Président-Rapporteur,

VAN CAUWENBERGH.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 DECEMBER 1915.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2 der wet van 17 Juli 1905 op de Zondagsrust
in de nijverheids- en handelsondernemingen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CAUWENBERGH.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, waarvoor de Kamer ter vergadering van 6 December 1912 machtiging tot drukken verleende en dat onderteekend is door den heer De Ponthière en medeleden, is de herhaling van een wetsontwerp, op 12 Maart 1907 ingediend door den heer Francotte, Minister van Nijverheid en Arbeid.

Het voorstel heeft ten doel, het gebruik van « extra-bedienden » te verbieden, m. a. w., het gebruiken, des Zondags, van een bijzonder personeel dat, in de week, op geenerlei wijze in dienst van het hoofd der onderneming is.

Van bovenstaand wetsontwerp verschilt het voorstel slechts door deze enkele bepaling, dat dit laatste het recht van het hoofd der onderneming om des Zondags voor den arbeid de bij hem inwonende leden van zijn gezin te gebruiken, beperkt tot den derden graad.

Over het ontwerp van den heer Francotte werd, op 19 Juli 1907, een verslag uitgebracht, dat tot de aanneming daarvan besluit.

De besluiten van dit verslag kwamen niet in behandeling en het ontwerp verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1912.

Het nieuwe voorstel werd door de Kamer naar eene Bijzondere Commissie verwezen tot onderzoek. Namens deze Commissie hebben wij de eer, verslag uit te brengen.

(1) Wetsvoorstel, n^o 54 (zittingsjaar 1912-1915).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Van Cauwenbergh, bestond uit de heeren Gillès de Pelichy, Mabille, Pastur, Poncelet, Vandervelde, Vandewalle.

Krachtens de wet van 17 Juli 1905 is het verboden « voor den arbeid andere personen dan de bij het hoofd der onderneming inwonende leden van zijn gezin en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen per week te gebruiken.

« Deze bepaling bedoelt den arbeid verricht onder het gezag, de leiding en het toezicht van het hoofd der onderneming.

« De wekelijksche rustdag is de Zondag. »

Door den rustdag op den Zondag te stellen, wilde de wetgever een algemeen aangenomen gebruik bekrachtigen; opdat het toezicht doelmatig weze, oordeelde hij dat de rustdag dezelfde moest zijn voor iedereen; al de voorstellen, strekkende om de keuze van dien dag aan de patroons en aan de werklieden over te laten, werden verworpen, grootendeels omdat de uitvoering van de wet onder zulke omstandigheden niet op doeltreffende wijze zou kunnen verzekerd worden.

Wanneer de wetgever verbood de werklieden meer dan zes dagen in de week te doen arbeiden, wilde hij hun de rust op den zevenden dag waarborgen.

Nooit was het zijne bedoeling, de patroons te machtigen het op zulke wijze aan boord te leggen, dat de werklieden er toe gebracht worden vijf of zes dagen te werken voor eenen patroon en een of twee dagen voor een anderen patroon, zoodat zij volstrekt geen rust zouden hebben.

Dat ware bedrog plegen jegens de wet, waarvan de weldoende werking zou verijdeld worden, zoo een strijdige handeling niet kon worden gestraft.

Er wordt bedrog gepleegd. In sommige groote magazijnen nemen de patroons voor den Zondag, onder den naam van « extra-bedienden », een bijzonder personeel aan.

Die berekening zou ook tot andere nijverheidsbedrijven, tot andere ondernemingen kunnen uitgebreid worden.

De interpellatie, die plaats greep in de Kamervergadering van 3 Maart 1907, gaf aanleiding tot eene belangwekkende bespreking.

Eenerzijds werd beweerd dat de wetstekst volstond om het bedrog te beteugelen. Artikel 2 stelt den rustdag op den Zondag; artikel 7 voorziet uitzonderingen op en verzachtingen aan dien regel.

Deze uitzonderlijke bepalingen waren het voorwerp van langdurige beraadslagingen vóór het aannemen van de wet.

Zij hadden niet het belang opgeleverd, dat men er overal aan hechtte, indien, door middel van de « extra-bedienden », de patroons er niet zoo licht in slaagden te handelen alsof de wet niet bestond.

Doch, op eene vraag om onderrichtingen vanwege de arbeidsopzieners, antwoordde de Regeering dat de tekst der wet niet uitdrukkelijk verbood, des Zondags andere werklieden te doen arbeiden dan die welke zes dagen voor den patroon arbeiden.

Na die verklaring werd het moeilijk, vervolgingen voor de rechtbanken in te stellen : de verklaring, door den bevoegden Minister gegeven, verbindt geenszins de rechtbanken, doch zij heeft een zeer groot gezag en is een ernstige hinderpaal voor het instellen van den openbaren eisch.

De achtbare leden bedoelen in hun wetsvoorstel een nieuw misbruik, dat men moet bestrijden.

De wet verbodt meer dan zes dagen te doen arbeiden « andere personen dan de bij het hoofd der onderneming inwonende leden van zijn gezin ».

Wij konden geen bepaalde inlichtingen bekomen betreffende de belangrijkheid der misbruiken, waartoe aanleiding werd gegeven door de uitzondering geldende voor « andere personen dan de bij het hoofd der onderneming inwonende leden van zijn gezin ».

De woorden : « leden van zijn gezin » kunnen verstaan worden in zeer ruimen zin ; sommige uitleggers der wet begrijpen daaronder al de wettige verwanten, aangewezen in artikel 755 van het Burgerlijk Wetboek, m. a. w. de verwanten tot en met den twaalfden graad.

Tegen deze verklaring kunnen bezwaren aangevoerd worden, doch over zoodanig geval werd door de rechtbanken nog geen uitspraak gedaan ; althans weet de Regeering daar niets van.

De arbeidsopzieners hebben bevonden dat het practisch onmogelijk is na te gaan of er inderdaad verre verwantschap bestaat, zooals door de hoofden van onderneming dikwijls wordt beweerd om het voordeel van de vrijstelling te billijken.

Onder die omstandigheden dient men door een duidelijken tekst te bepalen tot welken graad van verwantschap de vrijstelling geldt. Er moet sprake zijn van naaste bloedverwanten ; zooniet is elk onderzoek naar de echtheid der verwantschap zoo moeilijk en zijn de daartoe te leveren bewijzen zoo ingewikkeld, dat het vaststellen van de overtreding practisch onmogelijk moet geacht worden.

Terecht wordt door het voorstel van de achtbare leden de vrijstelling beperkt tot den derden graad, m. a. w. tot oom of moei en neef of nicht.

Daar de wet ten doel heeft, een rustdag te verzekeren aan al de werklieden, moet zij de gewone toestanden regelen ; welnu, in de meeste gevallen hangen de werklieden af van een onderneming en arbeiden zij gedurende zes dagen per week voor rekening van het hoofd der onderneming.

Bepaalt men dat het verboden is des Zondags voor den arbeid andere personen te gebruiken dan de gezinsleden of de dienstboden van het hoofd der onderneming, dan verzekert men daardoor zelf en op doelmatige wijze aan de werklieden de rust op den zevenden dag.

In den vroegeren tekst werd uitdrukkelijk uiteengezet welke juridische reden aanleiding gaf tot de wet : de nieuwe tekst zegt daar niets van. Dat kan men betreuren ; men dient echter uitdrukkelijk te bevestigen dat de nieuwe tekst niet ten doel heeft, de reden, waarop de wet steunde, te wijzigen. Door de tekstverandering wil men enkel den tekst beter doen overeenstemmen met de gedachte, waarvan de wetgever uitging ; men wil tevens het bedrog voorkomen.

De Commissie was van meening, dat de nieuwe tekst beantwoordt aan den wensch van hen, die willen dat de zevende dag een rustdag zij voor werklieden en bedienden ; zij heeft de eer, aan de Kamer voor te stellen dien tekst aan te nemen.

Door handelaars, gevestigd in nijverheidsgemeenten, werden aan de Commissie bezwaarschriften gezonden. Zij zeggen dat de werklieden, die arbeiden gedurende zes dagen per week, slechts over den Zondag beschikken om hunne aankopen te doen. De Commissie was van gevoelen, dat zij een punt, door de wet op de Zondagsrust geregeld en in een zekere mate in aanmerking genomen bij het bepalen van de uitzonderingen, niet opnieuw in behandeling nemen kon.

Het verslag wordt aangenomen met zes stemmen en ééne onthouding. Een lid verklaart daarvoor te hebben gestemd, ofschoon hij meent dat de oplossing alleen dan bevredigend zal zijn wanneer de Engelsche week ten onzent ingevoerd en door de wet bevestigd zal zijn.

De Voorzitter-Verslaggever,

F. VAN CAUWENBERGH.

